

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Montag, 17. Juni 1985, Nachmittag

Lundi 17 juin 1985, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Koller Arnold

Fragestunde – Heure des questions

Frage 37:

Oehen. Aussenwirtschaftspolitik

Politique économique extérieure

Der zusehends härtere Wettbewerb im internationalen Handel bringt es mit sich, dass Schweizer Bürger, Firmen und Behörden wachsendem Druck ausländischer Behörden ausgesetzt sind. Verträge, Schweizer Recht und selbst unsere nationale Würde und Souveränität werden dabei immer rücksichtsloser verletzt. Ich verweise auf das krasse, jedoch symptomatische Beispiel einer ausländischen Regierung, welche unsere guten Dienste zur Lösung des Teheraner Geiseldramas beanspruchte, währenddem zur gleichen Zeit ihr Justizministerium es sich leistete, zur Durchsetzung nationalen Rechts die Niederlassung einer unbescholtenen Schweizer Bank als Geisel zu missbrauchen.

Ist der Bundesrat bereit und in der Lage,

– solchen Rechtsverwillerungen wirksam entgegenzutreten,

– das Recht und die Institutionen unseres Staates zur aktiven Verteidigung unserer Wirtschaftssouveränität einzusetzen und vermehrt auch in den Dienst unserer vom Aussenhandel abhängigen Bürger und Firmen zu stellen, und

– gegebenenfalls auch durch personelle Massnahmen zu verhindern, dass irgendwelchen Rechtsübergreifen, Souveränitätsverletzungen und einschlägigen Interessengefährdungen gar noch Vorschub geleistet wird?

M. Aubert, conseiller fédéral: En réponse à des interventions parlementaires, le Conseil fédéral a déjà eu l'occasion, à de nombreuses reprises ces dernières années, de réaffirmer sa volonté de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde d'intérêts suisses légitimes, en particulier dans le domaine économique.

M. Oehen voudra bien se reporter à la réponse du Conseil fédéral à la motion Früh, du 23 mars 1984, concernant la sauvegarde de la souveraineté suisse – relative aux Etats-Unis d'Amérique – ainsi qu'aux réponses du Conseil fédéral aux questions ordinaires qu'il a lui-même déposées le 7 octobre 1983, le 22 juin 1984 et le 7 mars 1985, et qui traitent toutes du même sujet.

Le Conseil fédéral continuera à tout mettre en œuvre pour s'opposer, conformément au droit des gens, aux empiètements d'autorités étrangères sur la souveraineté suisse. Les moyens dont il dispose à cet effet sont appropriés. Je pense à un certain nombre de mesures de rétorsion. Le Conseil fédéral ne voit pas la nécessité d'adopter d'autres mesures, notamment de caractère personnel, dans ce domaine.

Oehen: Herr Bundesrat Aubert hat meine bisherigen Bemühungen richtig zitiert. Tatsächlich ist das Problem der Souveränitätsverletzungen etwas, das mich seit Jahren zunehmend beschäftigt. Ich danke dem Bundesrat für seine Haltung, die er jetzt wieder zum Ausdruck gebracht hat. Trotzdem gestatten Sie mir noch eine Zusatzfrage.

In Kenntnis neuerer Entwicklungen frage ich Sie: Besteht Gewähr, dass der unmissverständliche Volksentscheid vom 20. Mai 1984 betreffend Beibehaltung bzw. Stärkung des Bankgeheimnisses auch im Verhältnis zum Ausland uneingeschränkt befolgt werden wird und dass im Falle des

schwerwiegenden Versuchs zur Aufweichung dieses Bankgeheimnisses auf dem Weg über eine richtungsweisende Empfehlung der OECD die Schweiz von ihrem Vetorecht Gebrauch machen wird? Dies ist um so wichtiger, als eine blossе Stimmenthaltung ausländischen Pressionen und unabsehbaren Komplikationen Vorschub leisten würde.

M. Aubert, conseiller fédéral: Je vous remercie, Monsieur Oehen, de votre question complémentaire. Vous vous êtes certainement rendu compte que le Conseil fédéral est préoccupé par la sauvegarde de la souveraineté suisse, en ce qui concerne la politique économique extérieure.

Quant au secret bancaire, sur le terrain où vous nous conduisez, deux attitudes sont possibles: ou bien nous opposons notre veto, ou bien nous nous abstenons. Dans le premier cas, nous bloquons le tout et dans le second, nous laissons aller la recommandation dans le sens désiré par certains tout en précisant que notre abstention n'engagerait pas la Suisse. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir très prochainement sur cet objet.

Question 38:

Soldini. Rolle der FINUL im Libanon

Rôle de la FINUL au Liban

Au cours de son récent voyage au Proche-Orient, le chef du Département des affaires étrangères a eu l'occasion de prendre des contacts avec plusieurs chefs d'Etat, ministres ou responsables de milices engagés dans le conflit qui, depuis dix ans, ravage ce malheureux pays.

Le conseiller fédéral Aubert a-t-il aussi eu l'occasion de rencontrer les autorités de l'ONU présentes dans cette région et peut-il nous préciser le rôle dissuasif qu'y joue le contingent des Casques bleus de la FINUL et quelle est l'efficacité des troupes envoyées par l'Organisation des Nations Unies sur ce sanglant théâtre d'opérations militaires?

M. Aubert, conseiller fédéral: M. Soldini, je n'ai pas eu de contacts avec les représentants des Nations Unies lors de mes derniers voyages en Syrie et au Liban.

En ce qui concerne la FINUL, le Conseil fédéral constate que cet organe doit accomplir sa tâche dans des conditions particulièrement difficiles, puisqu'il fait face à un conflit qui est tout à la fois interne et international, et qui revêt une extrême complexité. La récente prise en otage du contingent finlandais de la FINUL en témoigne. Il n'en reste pas moins que la FINUL est la seule force pacifique et neutre à se trouver au Liban, et qu'elle joue un rôle humanitaire que l'on ignore trop et qui est loin d'être négligeable. Je pense ici aux patrouilles continues dans les villes et les villages, au déminage de champs cultivés, au traitement de malades civils libanais dans des centres médicaux de la FINUL – en particulier à l'Hôpital Nakura. La FINUL bénéficie du respect de la population et exerce un effet stabilisateur sur la situation au Sud-Liban.

M. Soldini: A la fin de l'année 1983 et au début de 1984, le Conseil fédéral a patronné deux réunions dites de «réconciliation nationale libanaise», à Genève et à Lausanne, avec l'espoir qu'elles amèneraient une détente dans la situation au Liban.

Or, il se passe ces jours, dans ce pays, des faits extrêmement graves, notamment l'enlèvement d'un certain nombre de personnes par le détournement du Boeing de la TWA, et il semble que les autorités libanaises soient complètement dépassées par les événements.

Par conséquent, je demande au Conseil fédéral si, en l'occurrence, il n'est pas disposé à élever une protestation solennelle contre les actes odieux qui se déroulent actuellement au Liban?

M. Aubert, conseiller fédéral: Nous n'avons pas patronné les réunions de réconciliation nationale libanaise. Nous avons, dans le cadre de notre disponibilité et de nos bons offices, mis à disposition le territoire suisse pour ceux que l'on appelait des «frères ennemis». La rencontre reçut le titre de «Conférence de réconciliation au Liban». C'était, en effet, le 1^{er} novembre 1983 que se sont réunis pour la première fois, à l'Hôtel Intercontinental à Genève, ces frères ennemis. C'était un événement, car c'était la première fois qu'ils se retrouvaient ensemble dans une même salle. Ils ont décidé de se rencontrer une deuxième fois et ont choisi Lausanne. Cette deuxième entrevue eut lieu le 11 mars 1984. Elle a abouti à la constitution d'un gouvernement et à l'élaboration de ce que l'on a appelé les «accords de Lausanne» et qui sont, malheureusement, restés dans les « tiroirs » libanais.

La situation, telle que j'ai pu la vivre il y a peu de temps, entre les diverses tendances du Liban, ne nous permet pas aujourd'hui d'adresser une protestation solennelle. Nous ne saurions contre qui et contre quoi l'élever. Toutefois, nous avons lancé un appel en faveur de la paix. Nous sommes en contact permanent avec notre ambassade à Beyrouth ainsi qu'avec les autorités libanaises qui savent que, si elles le désirent, elles peuvent revenir en Suisse pour une éventuelle – peut-être illusoire, momentanément – troisième conférence de réconciliation.

Monsieur Soldini, je pense qu'une certaine publicité serait plutôt contreproductive. C'est la raison pour laquelle je ne vois pas l'utilité, pour l'instant, d'adresser une protestation solennelle. Mais soyez certain que nous suivons attentivement les événements libanais.

Frage 39:

Oehen. Immunitätsschutz für Eigentum Dritter **Immunité assurée aux biens de tiers**

Bei der Übersetzung meiner gleichnamigen Einfachen Anfrage vom 11. März 1985 ist irrtümlich aus dem «Eigentum Dritter» «biens d'un Etat étranger» geworden. Dies vereitelt den Zweck einer verlässlichen Klarstellung in einem Punkt, der bereits zu Belastungen unserer diplomatischen Beziehungen geführt hat. Es erscheint daher wünschenswert, dass der Bundesrat seine bereits erfolgten Aussagen im Sinne einer sachdienlichen Regelung verdeutlicht. Teilt der Bundesrat im obigen Sinne die Meinung, dass in der Schweiz die Immunität von der Vollstreckung auch das Drittvermögen schützt, soweit und solange dieses Vermögen einem fremden Staat von einem Dritten zur Verfügung gestellt wird und die Nutzniessung dieses Vermögens seinem diplomatischen Dienst oder andern Aufgaben, die ihm als Träger der öffentlichen Gewalt obliegen, zugeordnet bleibt?

M. Aubert, conseiller fédéral: Dans sa réponse à la question ordinaire de M. Oehen du 11 mars 1985 – il l'a relevé lui-même – le Conseil fédéral a rappelé que dans une jurisprudence constante, le Tribunal fédéral admet que l'immunité d'exécution protège les biens d'un Etat étranger lorsque celui-ci les affecte à son service diplomatique ou à d'autres tâches lui incombant comme détenteur de la puissance publique.

Dans sa nouvelle question, M. Oehen se préoccupe, d'une façon générale, de l'étendue de la protection assurée par le droit international aux biens qui sont affectés au service diplomatique d'un Etat étranger ou à d'autres tâches lui incombant, comme détenteur de la puissance publique. Sur ce point, le Conseil fédéral peut, comme il l'a déjà fait le 24 septembre 1984, rassurer M. Oehen. Pour autant qu'elle soit clairement établie, l'affectation de biens à des tâches relevant de l'exercice, par un Etat étranger, de la puissance publique a pour effet de les soustraire – ces biens – à toute mesure d'exécution forcée.

Question 40:

Butty. Schlussakte von Helsinki. Zehnter Jahrestag **10^e anniversaire de l'Acte final d'Helsinki**

Plusieurs pays souhaitent célébrer le dixième anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki, à la fin juillet 1985. Cet accord est l'un des premiers qui ait pu être conclu en Europe entre les pays de l'Est et de l'Ouest, avec les Etats-Unis et le Canada.

Que pense le Conseil fédéral de cette célébration? Entend-il s'y associer? Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas qu'à côté d'une célébration officielle et protocolaire, cet anniversaire devrait être l'occasion de tirer un bilan des réalisations concrètes et d'établir un inventaire des engagements non encore réalisés depuis 1975?

Ne faudrait-il pas en tirer les conclusions en vue de la prochaine réunion de la CSCE à Vienne en 1986?

M. Aubert, conseiller fédéral: Monsieur Butty, les 35 Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe comme signataires de l'Acte final d'Helsinki du 1^{er} août 1975 ont décidé – décision qui a été prise en adoptant le document final de Madrid, en septembre 1983 – de célébrer le 10^e anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki dans cette ville les 30, 31 juillet et 1^{er} août 1985. Le Conseil fédéral entend s'y faire représenter par le chef du Département des affaires étrangères, au même titre que les autres Etats qui se feront quasiment tous représenter par leur ministre des affaires étrangères. Je saisisrai cette occasion pour souligner non seulement les réalisations concrètes que l'Acte final d'Helsinki a permises – parce que enfin il y en a eu – mais aussi pour mettre en relief les violations ou le non-respect des engagements qui ont été pris en signant cet Acte final, et cela notamment dans le domaine des droits de l'homme, de la libre circulation des personnes et de l'information.

En ce qui concerne la réunion de Vienne, qui débutera le 6 novembre 1986, il s'agira de dresser un bilan des différentes activités qui se sont et qui se seront déroulées depuis la réunion de Madrid, à savoir la Conférence sur le désarmement à Stockholm, qui vous le savez n'est pas terminée, le Forum culturel de Budapest, la Réunion sur les droits de l'homme d'Ottawa, la Réunion sur les contacts humains, qui aura lieu au printemps de l'année prochaine à Berne, ainsi que la Réunion sur le règlement pacifique des différends, qui a eu lieu à Athènes sur proposition de la Suisse. Il y aura lieu à ce moment-là, à Vienne, de dresser un bilan de toutes ces activités qui ont été décidées à la réunion de Madrid, qui s'est terminée en septembre 1983.

M. Butty: Je remercie Monsieur Aubert, conseiller fédéral, de sa réponse à ma question sur la commémoration du dixième anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki. Je me réjouis que la Suisse, avec les 34 autres pays qui ont signé cet Acte final, célèbre cet anniversaire en essayant d'en tirer un bilan.

Une question encore, Monsieur le Conseiller fédéral. Avec un retard de quelques heures va se terminer la Conférence d'Ottawa, au Canada, sur les droits de l'homme et le respect de ses principes fixés dans l'Acte final d'Helsinki. La Suisse a toujours attaché une très grande importance à cet aspect et aux principes de cet Acte final. Dans ces conditions, notre Parlement ne pourrait-il pas savoir, en primeur, si cette conférence s'est déroulée – à votre avis – conformément aux espérances de la Suisse et est-ce que les conclusions auxquelles on va arriver dans quelques heures satisfont les interventions très pertinentes de la délégation helvétique?

M. Aubert, conseiller fédéral: Je félicite M. Butty d'avoir suivi le développement de l'actualité internationale comme il l'a fait. C'est, en effet, aujourd'hui que devrait se terminer la Réunion du comité d'experts en matière des droits de l'homme à Ottawa.

Aux dernières nouvelles que nous avons reçues pendant le week-end – car vu l'échéance d'aujourd'hui, nous sommes

restés en contact permanent avec notre délégation à Ottawa – la conférence est dans une impasse. Il ne faut pas le cacher. Les points de vue entre l'Est ou l'Ouest sont tellement divergeants, en ce qui concerne le respect ou la violation des droits de l'homme ou en ce qui concerne le vocabulaire utilisé pour qualifier les droits de l'homme, qu'il sera extrêmement difficile de se mettre d'accord sur un texte commun, tout au plus sur un texte commun qui consacrerait l'échec de la réunion. Un tel constat d'échec ne serait d'ailleurs pas sans intérêt car il marquerait d'une façon claire qu'entre l'Est et l'Ouest, en matière des droits de l'homme, il n'y a actuellement pas d'entente possible. Toutefois, un tel constat pourrait, malheureusement, nuire aux autres forums qui doivent encore se dérouler, celui sur les contacts humains de Berne, au printemps 1986, et le Forum culturel qui doit se dérouler à Budapest, pour la première fois dans la capitale d'un pays communiste. C'est pourquoi nous nous efforcerons – et nous avons donné un mandat spécial à notre délégation – de tout tenter pour trouver des solutions et des formules qui soient acceptables par tous, tout en ayant à l'esprit qu'une situation nette et claire est souvent meilleure qu'un mauvais compromis.

Question 41:

Brélaz. Abwasserreinigungsanlagen. Energieeinsparungen

Stations d'épuration des eaux. Economies d'énergie

Quelques stations d'épuration ont, ces dernières années, installé des «groupes totem» permettant la transformation du biogaz d'épuration en chaleur et électricité; un tel type d'installation est, en général, rentabilisé en quatre à cinq ans. Récemment, l'une de ces installations à Gland (VD) a même permis l'autonomie énergétique de la station d'épuration.

La Confédération ayant aussi participé financièrement à ces expériences concluantes, je demande au Conseil fédéral ce qu'il est disposé à faire pour encourager (financièrement, légalement, par information, etc.) la généralisation de ce type d'installation, permettant d'intéressantes économies d'énergie, au maximum possible de stations d'épuration en Suisse.

Bundesrat Egli: Die Kläranlagen produzieren Faulgas aus dem Klärschlamm, das immer für die Heizung der Faulanlage und des Betriebsgebäudes benutzt wird. Bei mittleren und grossen Kläranlagen besteht jedoch ein Überschuss von solchem Faulgas, das auf Gasmotoren in Wärme und Strom umgewandelt werden kann. Es existieren bereits etwa 40 solcher Anlagen.

Der Nationalrat hat bereits eine Motion über die Energierückgewinnung aus Kläranlagen im Jahre 1981 als Postulat überwiesen. Tatsächlich ist es so, dass der Bund aufgrund des Gewässerschutzgesetzes – Artikel 33 – solche Anlagen subventioniert unter der Voraussetzung, dass sie wirtschaftlich sind. In diesem Zusammenhang wurden auch die Motoren in Gland vom Bund subventioniert.

Die Information über den Einsatz von Gasmotoren ist bereits durch Kurse und Tagungen des Verbandes Schweizerischer Abwasserfachleute und unter Mitwirkung des Bundes stark verbreitet. Sie sehen also, Herr Brélaz, dass der Bund nicht nur finanziell, sondern auch mit organisatorischen Massnahmen die Einführung solcher Umwandlungsanlagen unterstützt.

Question 42:

Longet. Umweltverträglichkeitsprüfung. Verordnung Protection de l'environnement. Ordonnance sur l'étude d'impact

Suite à la mise en vigueur de la loi sur la protection de l'environnement, le DFI a fait diligence pour mettre en consultation les diverses ordonnances d'exécution.

Manque la clé de voûte, celle qui rend opérationnelle le reste: les dispositions précisant l'article 9 de la loi, relatif aux études d'impact. Le retard pris dans la mise en consultation de ce dernier texte est d'autant plus inquiétant que dans divers cantons on continue à mettre en œuvre des projets ou à délivrer des autorisations pour des projets tombant sous le coup de l'article 9.

Le Conseil fédéral peut-il:

- Expliquer les causes du retard pris s'agissant de la consultation de l'ordonnance sur les études d'impact et indiquer à quelle date cette consultation aura lieu?*
- Rappeler aux cantons, à l'intention de leurs instances habilitées à délivrer des autorisations que l'article 9 de la loi s'applique déjà de plein droit depuis le 1^{er} janvier 1985?*

Bundesrat Egli: Auf der Grundlage des Umweltschutzgesetzes werden gegenwärtig zahlreiche Verordnungen erarbeitet. Dies bedeutet für die zuständige Verwaltung eine ausserordentlich grosse Arbeit, in welcher wir Prioritäten setzen mussten. Angesichts der Dringlichkeit der Massnahmen im Zusammenhang mit dem Waldsterben musste die sogenannte Luftreinhalte-Verordnung erste Priorität geniessen. Es folgten weitere Verordnungen, welche bereits in Vernehmlassung waren, wie die zum Verkehr mit Abfällen, zum Lärmschutz, zum Schutz vor umweltgefährdenden Stoffen und zum Bodenschutz.

Das Departement des Innern ist bestrebt, den Entwurf zu einer Verordnung über die Umweltverträglichkeitsprüfung so rasch als möglich in Vernehmlassung zu geben. Das wird in der zweiten Hälfte des laufenden Jahres der Fall sein.

Zur zweiten Frage: Das Bundesgesetz über den Umweltschutz ist am 1. Januar 1985 in Kraft getreten. Damit hat grundsätzlich auch Artikel 9 über die Umweltverträglichkeitsprüfung Rechtskraft erlangt. Also können bei den Anlagen, die erstellt werden, grundsätzlich die materiellen Vorschriften dieses Gesetzes angewendet werden, auch von den Kantonen. Allerdings muss der Bundesrat noch eine Verordnung erlassen, die festlegt, welche Anlagen von dieser Bestimmung in Artikel 9 des Umweltschutzgesetzes erfasst werden.

Frage 43:

Grendelmeier. Sondermülldeponie Kölliken Décharge de Kölliken AG

Laut «Weltwoche» vom 23. Mai, 30. Mai und 13. Juni 1985 herrschen in der Sondermülldeponie in Kölliken AG skandalöse Zustände.

Eine zweifelhafte Rolle spielt dabei auch das BUS bzw. Herr Bruno Milani. Zusammen mit der abfallproduzierenden Industrie soll er ein neues Konzept zur Standortsuche für Sondermüll entworfen haben:

«Die Auswahl möglicher Standorte soll weitgehend unter Ausschluss der Öffentlichkeit vorgenommen werden. Erst, wenn fast schon alles beschlossen ist, werden auch die ausgewählten Gemeinden in die Pläne, die andernorts ausgeheckt worden sind, eingeweiht.» («Weltwoche», 13. Juni 1985)

- Treffen diese Aussagen zu?*
- Wenn ja, ist der Bundesrat bereit, beim BUS darauf hinzuwirken, dass die Bevölkerung betroffener Gemeinden rechtzeitig und vollständig über einen eventuellen Standort für eine Sondermülldeponie orientiert wird?*

Bundesrat Egli: Die Bau-, Planungs- und Umweltschutzdirektoren-Konferenz hat das Bundesamt für Umweltschutz ersucht, in Zusammenarbeit mit den kantonalen Chefsbeamten mehrere Standorte für Sondermülldeponien vorzuschlagen. Damit soll gewährleistet werden, dass in unserem Land Sondermüll weiterhin deponiert werden kann. Seit Herbst 1984 sind die Arbeiten unter der Leitung von Direktor Pedrolì mit den Chefs der Umweltschutzämter der Kantone

Zürich, Bern, Luzern, Solothurn, St. Gallen, Basel-Land, Aargau und Schaffhausen im Gang. Sobald einige Standorte als geeignet erkannt werden, sollen diese den betreffenden Kantonsregierungen unterbreitet und zu weiterer Bearbeitung empfohlen werden. Dazu gehört dannzumal namentlich auch die Kontaktnahme mit den kantonalen und lokalen Behörden und mit der Bevölkerung.

Die Arbeitsgruppe legt also nicht etwa nur einen Standort fest, sondern sucht mehrere Möglichkeiten in der Schweiz. Diese Vorarbeiten sind noch nicht abgeschlossen, so dass eine Information im heutigen Zeitpunkt noch nicht möglich ist. Gerade die Tatsache, dass eine Überzahl an Deponieplätzen gesucht wird, zeigt, dass man nicht eine einzelne Gemeinde vor ein *Fait accompli* stellen möchte.

Etwas anders liegen nun die Verhältnisse in der Westschweiz, wo im Kanton Freiburg und auch im Kanton Waadt, in Vallon, im Broyebezirk, ein bestimmtes Deponieprojekt verfolgt wird. Die Kantone haben mit dem dortigen Gemeinderat Kontakt aufgenommen, sind jedoch noch nicht an die Öffentlichkeit gelangt. Dieses Vorgehen ist in der Öffentlichkeit und in der Presse auch kritisiert worden. Auf diesen Vorfall dürfte sich auch die Antwort beziehen, die Sie in Ihrer Anfrage erwähnen, die Antwort eines Beamten aus dem Bundesamt für Umweltschutz. Das Umweltschutzgesetz bestimmt in Artikel 31, dass die Kantone Deponiestandorte festlegen müssen. Grundsätzlich sind es also die Kantone; nur dort, wo keine Einigung zustande kommt, interveniert der Bund.

Frau Grendelmeier: Ich danke Ihnen, Herr Bundesrat, für diese Antwort. Es scheint mir aber, es wäre allenfalls auch die Aufgabe des BUS, unabhängig von Industrie und interessierten Kantonen – d. h. unabhängig von diesem Konsortium – dafür zu sorgen, dass die demokratischen Spielregeln eingehalten und die Leute wirklich rechtzeitig miteinbezogen werden, wenn es um einen Standort geht. Könnte nicht das BUS diese Rolle übernehmen?

Bundesrat Egli: Ich muss nochmals wiederholen, Frau Grendelmeier, dass grundsätzlich nicht der Bund, und damit auch nicht das Bundesamt für Umweltschutz, primär dazu berufen ist, solche Deponiestandorte ausfindig zu machen und einzurichten, sondern es sind die Kantone. Das Gesetz sieht vor, dass nur im Falle, wo die Kantone nicht einig werden, der Bund intervenieren muss. Aber im Falle von Interventionen des Bundes kann ich Ihnen versichern, dass der Kontakt mit den lokalen Behörden selbstverständlich aufgenommen und die Öffentlichkeit orientiert wird.

Question 44:

Christinat. Bürgerrecht für Kinder von Schweizer Müttern **Nationalité des enfants de mère suisse**

Le peuple et les cantons ont accepté, le 4 décembre 1983, la modification constitutionnelle permettant aux mères suisses de l'étranger de transmettre la nationalité suisse à leurs enfants. Les Chambres ont voté la loi d'application le 14 décembre 1984.

Nos ambassades n'ayant paraît-il pas encore reçu d'instructions à ce sujet, le Conseil fédéral peut-il me dire si

1. *L'ordonnance d'application est prête,*
2. *La date d'entrée en vigueur de la loi a été fixée,*
3. *Nos ambassades ont reçu les informations nécessaires,*
4. *Les requérantes peuvent déjà entreprendre des démarches.*

Bundesrätin Kopp: Das neue Gesetz braucht keine Ausführungsverordnung. Die Kantone sowie die schweizerischen Auslandsvertretungen sind jedoch per Kreisschreiben ausdrücklich über die Detailfragen im Zusammenhang mit der Revision der Bestimmungen betreffend das Bürgerrecht der Kinder eines schweizerischen Elternteils orientiert worden.

Die Gesetzesänderung tritt auf den 1. Juli dieses Jahres in Kraft. Aus dem Gesagten ergibt sich, dass die Gesuchsteller bereits jetzt die entsprechenden Schritte einleiten können.

Frage 45:

Ruf-Bern. Missbräuche im Asylantenwesen. **Verheimlichung**

Politique d'asile. Refus de révéler les abus

Anlässlich der Fragestunde vom 10. Juni 1985 war Bundesrätin Kopp – in krasser Missachtung des parlamentarischen Fragerechts – nicht willens und nicht in der Lage, die ihr gestellten Zusatzfragen bezüglich des von der Bundesanwaltschaft verheimlichten BA-Berichtes mit der Wahrheit über die krassen Missbräuche in der schweizerischen Asylpolitik zu beantworten, weshalb folgende Frage nochmals gestellt wird:

Hat das Schweizervolk als oberster Souverän dieses Landes nach Ansicht des Bundesrates nicht einen legitimen Anspruch darauf, über sämtliche Missbräuche in einem innenpolitisch derart brisanten Gebiet wie jenem der Asylpolitik lückenlos informiert zu werden, zumal jährlich über 100 Millionen Franken an Steuergeldern des Bundes für den gesamten Asylantenbereich aufgewendet werden müssen und die zahlreichen krassen Missbräuche zu einer für die Schweiz zunehmend bedrohlicheren Entwicklung geführt haben?

Frage 46:

Ruf-Bern. Bundesanwaltschaft. Verfahrenswillkür

Ministère public de la Confédération. Procédure arbitrale

Anlässlich der Fragestunde vom 10. Juni 1985 war Bundesrätin Kopp – in krasser Missachtung des parlamentarischen Fragerechts – nicht willens und nicht in der Lage, die ihr gestellten Zusatzfragen bezüglich des von der Bundesanwaltschaft verheimlichten BA-Berichtes mit der Wahrheit über die krassen Missbräuche in der schweizerischen Asylpolitik zu beantworten. Folgende Frage wird deshalb nochmals gestellt:

Weshalb hat die Bundesanwaltschaft nur gegen Vertreter der Nationalen Aktion wegen der Veröffentlichung angeblich geheimer amtlicher Verhandlungen Strafverfahren eingeleitet, nicht aber gegen die verschiedenen Zeitungen, die den Bericht ebenfalls – und teilweise wesentlich früher – publiziert haben? Soll auf diese Weise nicht bewusst und willkürlich eine politische Partei diskriminiert werden?

Bundesrätin Kopp: Ich behandle die beiden Fragen, die inhaltlich zusammengehören, gemeinsam. Die Bundesanwaltschaft hat am 19. April dieses Jahres bekanntgegeben, dass sie gegen die verantwortlichen Redaktoren der Parteiorgane «Volk und Heimat» und «Peuple et Patrie» wegen der Publikation des in Frage stehenden Berichtes Strafverfahren im Sinne von Artikel 293 des Strafgesetzbuches eingeleitet hat. Es trifft zu, dass mehrere Zeitungen und Zeitschriften den Bericht ebenfalls erwähnten, ihn aber nicht vollständig wiedergaben.

Wenn die Bundesanwaltschaft nur gegen die Organe der Nationalen Aktion ermittelte, und zwar unabhängig von den Eingaben von Herrn Ruf, hat dies einen einfachen Grund: weil sie Verschiedenes auch verschieden beurteilt. Die Bundesanwaltschaft prüft von Fall zu Fall sorgfältig, ob der Grundsatz der Verhältnismässigkeit gewahrt ist. Es ist etwas anderes, ob ein Bericht praktisch integral veröffentlicht oder nur kommentiert und in einzelnen Zitaten wiedergegeben wird. Im übrigen ist es selbstverständlich, dass auch gegen den Urheber der Indiskretion, der sich einer Amtsgeheimnisverletzung schuldig gemacht hat, ein Verfahren läuft.

Der Bundesrat hat bereits vor einer Woche erklärt, er wolle die Missbräuche im Asylbereich nicht verheimlichen. Da der Bericht der Bundesanwaltschaft, wie diese wiederholt

öffentlich erklärt hat, nicht verallgemeinert werden darf, hat der Bundesrat nach wie vor keinen Anlass, diesen zu publizieren.

Frage 47:

Rütti- und Rindsvorderviertel für die Truppe Quartiers avant de bœuf pour la troupe

Die früheren Pflichtbezüge der Truppenfouriere für Fleisch bestehen zwar nicht mehr, so dass diese im Einkauf freie Wahl haben. Trotzdem erlässt das Oberkriegskommissariat von Zeit zu Zeit Richtlinien und Empfehlungen für gute Verpflegung sowie Hinweise auf aktuell günstige Einkaufsmöglichkeiten. Rindsvorderviertel werden gegenwärtig mindestens so günstig abgegeben wie Kuhfleisch, welches ohnehin als Wurst- und Verarbeitungsfleisch auf dem Markt gesucht ist.

Ist der Bundesrat bereit, in Anbetracht des Rindfleischberges das OKK anzuweisen, die Truppen auf diese vorteilhafte Einkaufsmöglichkeit hinzuweisen, eventuell die Richtlinien darauf auszurichten?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: L'armée est l'hôtelier-restaurateur le plus important du pays, délivrant quelque 26 millions de repas par an à sa fidèle clientèle! C'est dire que nous pouvons parfois contribuer, dans une certaine mesure tout au moins, à l'orientation du marché des denrées alimentaires. Nous venons de le faire dans le sens où M. Rütti- und Rindsvorderviertel, le souhaite. En effet, en date du 28 février déjà, le commissariat central des guerres a adressé une circulaire à toutes les écoles et troupes en service. Cette circulaire contenait la recommandation de profiter de l'offre avantageuse de la viande de bœuf et de consommer, entre autres, du quartier de devant. Le commissariat central des guerres pourra renouveler son intervention si le besoin s'en fait sentir. Il le ferait alors au moment où les écoles de recrues sont en service et qu'il y a de gros effectifs à satisfaire gastronomiquement...

Frage 48:

Leuenberger-Solothurn. Schweizer Banken. Südafrika-Geschäft Banques suisses. Opérations avec l'Afrique du Sud

Vor wenigen Tagen hat das US-Repräsentantenhaus mit überwältigender Mehrheit Sanktionen gegenüber Südafrika beschlossen, welche unter anderem ein Verbot von Bankkrediten an die südafrikanische Regierung einschliessen. Die Schweizer Banken hingegen weiten ihr Südafrika-Geschäft massiv aus und füllen damit mehr und mehr die Finanzlücken, welche Südafrika durch den internationalen Boykott entstehen. Gemäss Statistik der Schweizerischen Nationalbank haben die fünf Schweizer Grossbanken ihre Kredite an Südafrika von 840 Millionen Franken Ende 1980 auf 3060 Millionen Ende 1983 nahezu vervierfacht. Diese Rolle der Schweizer Banken als internationale Boykottbrecher widerspricht dem Willen des Bundesrates, wie in Beantwortung einer Interpellation Schmid vom 2. Februar 1983 (83.319) festgehalten wurde.

Ich frage den Bundesrat, was er zu unternehmen gedenkt, um die stattfindende massive Ausweitung des Südafrika-Geschäfts der Schweizer Banken zu stoppen. Ist der Bundesrat insbesondere bereit, den Kapitalexporthafend für Südafrika zu senken und die Exportrisikogarantie für Südafrika zu sistieren?

Bundesrat Stich: Seit dem Jahre 1974 verfolgt die Schweiz gegenüber Südafrika eine einschränkende Kapitalexportholitik. Um im Sinne von Artikel 8 des Bankengesetzes die wirtschaftlichen Landesinteressen zu wahren, werden seitdem die bewilligungspflichtigen Kapitalexporte auf dem Niveau eines sogenannten «courant normal» gehalten.

Weder die Gründe noch die Ausgestaltung unserer Politik, wie in der Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Schmid vom 2. Februar 1983 ausführlich dargelegt, haben seither wesentliche Änderungen erfahren.

Die in der Anfrage angesprochene Zunahme der Guthaben der Grossbanken gegenüber Südafrika beruht zum grössten Teil auf der Entwicklung der Bankendebitoren auf Zeit, dem sogenannten Interbankgeschäft. Es handelt sich um Transaktionen, die aufgrund ihrer Laufzeiten nicht genehmigungspflichtig und somit unter der geltenden Gesetzgebung dem Einfluss der Behörden nicht unterstellt sind.

Bundesrat und Nationalbank werden bezüglich des bewilligungspflichtigen Kapitalexportes nach Südafrika ihre bisherige Politik weiterführen. Mit einer substantiellen Verschärfung der geltenden Restriktionen würde aber die gesetzlich verankerte Beschränkung auf den Schutz der wirtschaftlichen Landesinteressen gesprengt. Das Gesetz gibt keine Handhabe dafür, ein solches wirtschaftspolitisches Instrumentarium in den Dienst politischer Ziele zu stellen.

Eine kongruente Politik verfolgen die Behörden im Rahmen der Exportrisikogarantie. Die ERG-Kommission hat, gestützt auf das Gesetz, ihre Entscheide nicht nach politischen Gesichtspunkten, sondern der Kreditwürdigkeit eines Landes zu fällen.

Frage 49:

Zwygart. Schmutzgeld und die Schweiz Capitaux délictueux blanchis en Suisse

Der Tessiner Staatsanwalt Paolo Bernasconi hat sich dahin geäussert, dass die Mafia dem Finanzplatz Schweiz eine wichtige Rolle zugeordnet habe, nachdem das Reinwaschen von Schmutzgeld in Amerika erschwert worden ist.

Was für rechtliche Möglichkeiten sieht der Bundesrat, um einer derartigen, dem Ansehen unseres Landes äusserst abträglichen Entwicklung rechtzeitig einen Riegel zu schieben?

Bundesrat Stich: Der Mafia wird es in verschiedener Hinsicht schwer gemacht, ihre Schmutzgelder in der Schweiz reinzuwaschen.

1. Rechtshilfe und Auslieferung zwischen der Schweiz und Italien spielen aufgrund der beiden europäischen Übereinkommen und des schweizerischen Gesetzes von 1981 sehr gut.

2. Die Vereinbarung zwischen der Nationalbank und der Bankiervereinigung über die Sorgfaltspflicht bei der Entgegennahme von Geldern verpflichtet die Banken unter hoher Strafandrohung, sich über den wirtschaftlich Berechtigten zu vergewissern, der ihnen an der Kasse oder zur Gutschrift Gelder anvertraut.

3. Schliesslich verlieren leitende Personen einer Bank, die sich mit Mafiageldern befassen, den guten Ruf und die Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit. Dies führt zum Entzug der Geschäftsbewilligung durch die Eidgenössische Bankenkommission.

Zwygart: Ich möchte bestens danken für die bisherige Auskunft. Es nähme mich aber wunder, inwiefern es möglich ist, zu verhindern, dass Finanzgesellschaften, welche dem Bankengesetz nicht unterstehen, als Schlupflöcher zur Unterbringung von Drogengeld dienen könnten.

Bundesrat Stich: Zweifellos kann man kein Gesetz machen, das man nicht brechen kann oder das keine Schlupflöcher zulässt. Wie Sie wissen, sind die bankähnlichen Finanzgesellschaften dem Bankengesetz bis heute nicht unterstellt. Eine eventuelle Unterstellung wird gegenwärtig im Verfahren zur Revision des Bankengesetzes geprüft.

Immerhin ist zu sagen, dass diejenigen Finanzgesellschaften, die durch Banken beherrscht werden, grundsätzlich dem gleichen Regime unterstehen, weil sie auch eine konsolidierte Bilanz abgeben müssen.

Frage 50:**Oehen. Grenzgänger-Besteuerung. Bundeskompetenz
Imposition des frontaliers. Compétences de la Confédération**

Falls die an Frankreich grenzenden Kantone, inklusive der Kanton Wallis und dessen Stimmbürger, unter anderem gestützt auf anhaltende Falschinformationen der Bundesverwaltung, durch Zustimmung zur Vereinbarung vom 11. April 1983 auf die Ausübung ihres staatsvertraglich verankerten Rechts zur unvergleichlich vorteilhafteren Quellenbesteuerung der französischen Grenzgänger verzichten sollten, würde damit – unter anderem in bezug auf die Direkte Bundessteuer – auch die Eidgenossenschaft geschädigt.

Die Ausnahmeregelung, welche in Artikel 17 Absatz 4 des geltenden Doppelbesteuerungsabkommens von 1966 die Wohnsitzbesteuerung ausschliesslich gemäss Vereinbarung vom 18. Oktober 1935 zulässt, müsste allerdings vorgängig entsprechend geändert werden. Darüber hinaus hätte gemäss Artikel 9 der Bundesverfassung der Bund seine formelle Zustimmung zu erteilen.

*Bestünde Gewähr dafür, dass die eidgenössischen Räte dementsprechend verfassungskonform beigezogen und nicht vor ein *Fait accompli* gestellt oder gar übergangen würden?*

Bundesrat Stich: Wenn so schwerwiegende Beschuldigungen gegen die Bundesverwaltung erhoben werden wie andauernde Falschinformation, Herr Oehen, dann erwartet der Bundesrat an sich konkrete Beispiele. Dem Bundesrat selber ist kein solches Beispiel bekannt, und er muss solche Vorwürfe deshalb mit aller Schärfe zurückweisen. Wir können nicht akzeptieren, dass unsere Verwaltung auf diese Art verleumdet wird.

Aufgrund der Briefwechsel von 1910 und 1911 sowie der Notenwechsel von 1921 und 1934/1935, die in Artikel 17 Absatz 4 des schweizerisch-französischen Doppelbesteuerungsabkommens von 1966/1969 vorbehalten werden, erfolgt die Besteuerung der Gehälter der Grenzgänger am Wohnort. Solange diese Vereinbarungen in Kraft sind, haben somit die Kantone keine Möglichkeit, die Gehälter französischer Grenzgänger an der Quelle zu besteuern. Eine Aufhebung dieser Vereinbarungen müsste beim Bundesrat beantragt werden, der gemäss Artikel 102 Ziffer 8 der Bundesverfassung allein zuständig ist, dies der französischen Regierung zu notifizieren. Demgegenüber müsste eine Änderung von Artikel 17 Absatz 4 des Doppelbesteuerungsabkommens von 1966/1969 von den eidgenössischen Räten genehmigt werden.

Oehen: Herr Bundesrat Stich, die schwerwiegende Beschuldigung, die Sie als Verleumdung bezeichnet haben, werde ich Ihnen in aller Öffentlichkeit belegen. In der Berichterstattung der «Basler Zeitung» vom letzten Samstag über die Grossratsdebatte zur Grenzgängerbesteuerung sind mir die folgenden erstaunlichen Sätze aufgefallen:

«Unterdessen hat Bundesrat Otto Stich die acht Kantone gebeten, auf diesen Kompromiss einzutreten.» (Sie wissen, um was es sich handelt.) «Er liess inoffiziell verlauten, er würde eine allfällige Kündigung des bisherigen Abkommens aus dem Jahre 1935 durch die Kantone vielleicht gar nicht nach Paris weiterleiten.»

Es steht fest: Die seit 1939 im Doppelbesteuerungsabkommen festgelegte und in jeder Beziehung vorteilhafte Quellenbesteuerungsregelung könnte auch jetzt noch von allen Grenzkantonen verwirklicht werden. Durch die direkte Bundessteuer würden damit auch dem Bund Millionenbeiträge neu zufließen. In mir unverständlicher Weise wird diese – übrigens in der «NZZ» vom 24. Februar 1984 dargelegte – Rechtssituation vom Bund offenbar missachtet. (*Glocke des Präsidenten*)

Präsident: Herr Oehen, ich bitte Sie, die Zusatzfrage zu stellen.

Oehen: Meine Zusatzfrage: Ist der Bundesrat bereit, die Kantone bei der Ausübung ihrer Hoheitsrechte nicht nur nicht zu behindern, sondern ihnen bei der Verwirklichung der vorteilhafteren Lösung – in diesem Falle der Quellenbesteuerung der französischen Grenzgänger – beizustehen?

Bundesrat Stich: Zum ersten möchte ich Ihnen danken, dass Sie mir ein konkretes Beispiel geben.

Zum zweiten ist festzustellen, dass der Bundesrat natürlich vollen Respekt vor der Souveränität der Kantone hat, ein solches Begehren zweifellos prüfen und auch zweifellos weiterleiten wird. Die Situation ist aber nicht ganz so einfach, indem drei Kantone, die sich auf den Schriftenwechsel von 1910 und 1911 stützen, keine Kündigungsfrist abgemacht haben. Nach internationalem Recht wäre dann in der Regel eine einjährige Kündigungsfrist einzuhalten, sofern man sich nicht gütlich einigen kann.

Zu sagen ist auch, dass von diesen drei Kantonen (Basel-Stadt, Basel-Land und Solothurn), Basel-Stadt und Basel-Land durch diese Regelung am meisten betroffen sind. Sie verlieren an sich am meisten Geld. Im übrigen haben sämtliche Kantone – mit Ausnahme von Genf, das eine andere Regelung hat – diese Regelung im Prinzip als gut angesehen, und entsprechend haben sie diesen «accord» auch bereits genehmigt.

Frage 51:**Ruf-Bern. Doppelbesteuerungs-Schutz
Protection contre la double imposition**

Mit welchen, allenfalls auch personellen Massnahmen gedenkt der Bundesrat den staatsvertraglichen Schutz schweizerischer Steuerzahler vor Doppelbesteuerung bzw. vor diskriminierender Besteuerung ihrer hiesigen bzw. ihrer in Frankreich gelegenen Liegenschaften zu gewährleisten, wenn zum Beispiel der offenbar weiterhin uneinsichtige Direktor der Eidgenössischen Steuerverwaltung sich weigert, klare und mittlerweile sogar auch von französischen Gerichten bekräftigte Ausschluss- und Nichtkriminalisierungsbestimmungen zu respektieren, und auch er statt dessen weiterhin dem französischen Fiskus das Wort redet und in die Hand spielt?

Bundesrat Stich: Die Mitglieder der Bundesversammlung geniessen parlamentarische Immunität für ihre Tätigkeit im Parlament und deshalb Schutz vor strafrechtlicher Verfolgung. Trotzdem – oder gerade deswegen – sollten sie sich auch an parlamentarische Normen halten und mittels Anfragen keine Ehrverletzungen begehen, insbesondere aber nicht gegenüber Personen, die sich nicht wehren können. Der Bundesrat und ich persönlich als Departementsvorsteher kennen die Fähigkeiten, das Verhandlungsgeschick, aber auch die persönliche Integrität des Chefs der Eidgenössischen Steuerverwaltung. Der Bundesrat weist deshalb solche infamen Unterschreibungen entschieden zurück. Beachten Sie, Herr Ruf, dass Qualifizierende sich primär selber qualifizieren.

Ruf-Bern: Statt seine mangelhafte Doppelbesteuerungsvorlage rechtzeitig vor der parlamentarischen Beratung zurückziehen, hielt der Bundesrat bekanntlich an ihr fest mit dem Resultat, dass dieser Rat im vergangenen Dezember die Notbremse gezogen und für diese Art der Interessenwahrung die Quittung ausgestellt hat.

Nun hat sogar ein französisches Gericht im Januar 1985 den Beweis dafür geliefert, dass in den DBA-Verhandlungen wesentliche Schweizer Rechte missachtet oder weginterpretiert worden sind. Das alles ist im wesentlichen das Werk des Direktors der federführenden Eidgenössischen Steuerverwaltung. Er schwächte die schweizerische Verhandlungsposition ganz erheblich, statt sie zu stärken. (*Glocke des Präsidenten*)

Präsident: Herr Ruf, ich muss auch Sie bitten, eine Zusatzfrage zu stellen. Wir behandeln hier keine Interpellationen. Ich habe Sie schon einmal ermahnen müssen.

Ruf-Bern: Dann müssen Sie andere Referenten auch früher abläuten und ein gleiches Mass für alle anwenden, Herr Präsident.

Ich stelle die Zusatzfrage: Es gibt bekanntlich den Artikel 267 StGB, der solche Handlungen unter dem Titel des diplomatischen Landesverrates mit Gefängnis bedroht. Da der freiwillige Amtrücktritt aus der Mode gekommen ist, frage ich den Bundesrat, ob er bereit ist, diejenigen, welche für den DBA-Scherbenhaufen hauptverantwortlich sind, zumindest mit einem Arbeitsverbot zu belegen oder ein Verfahren gemäss Artikel 267 StGB gegen sie zu veranlassen? Oder gedenkt der Bundesrat, diesen Strafartikel – als unnütz und damit irreführend – zur Streichung zu empfehlen?

Bundesrat Stich: Herr Ruf, der Bundesrat betrachtet diesen Artikel nicht als überflüssig, aber ich habe Ihnen vorher klar und deutlich gesagt, dass der Chef der Eidgenössischen Steuerverwaltung eine absolut integre Person ist und die Interessen der Schweiz und der Schweizer Kantone wahrnimmt. Es ist eine reine Verleumdung, was Sie hier machen.

Frage 52:

Maeder-Appenzell. Delphine. Handel und Haltung Dauphins. Commerce et exploitation

Gemäss einer wohldokumentierten Reportage in der «Schweizer Illustrierten» vom 10. Juni spielen sich beim Einfangen und Transportieren von Delphinen erschütternde Szenen ab. Eine grosse Zahl der intelligenten, verspielten, lernfähigen Tiere kommt früher oder später elendiglich um. In das üble Geschäft sind Schweizer verwickelt, und ein Teil der Tiere wird auch in die Schweiz eingeführt. Das Bundesamt für Veterinärwesen ist für das Wohlergehen der Delphine in der Schweiz verantwortlich.

Was gedenkt der Bundesrat vorzukehren, um die Missstände beim Handel und bei der Haltung von Delphinen zu verhindern?

Bundesrat Furgler: Die Delphine sind seit 1981 durch das Übereinkommen über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen, das sogenannte Artenschutzübereinkommen, geschützt. Seither wurden insgesamt sechs Delphine in die Schweiz importiert, die alle am Leben sind. Die Exportländer, aus denen die Tiere stammen, vor allem die Vereinigten Staaten, achten streng auf die Haltungsbedingungen im Importland. Sie erlauben die Ausfuhr eines Tieres in unser Land erst, wenn die schweizerischen Behörden den Nachweis erbringen, dass der Importeur die Voraussetzungen für eine tiergerechte Haltung erfüllt; so müssen zum Beispiel die im Anhang zur Tierschutzverordnung vorgeschriebenen Bassinmasse gegeben sein. Die Behörden der Exportländer gehen heute noch weiter. In regelmässigen Abständen erkundigen sie sich nach den Beständen und auch nach den Haltungsbedingungen. Bei Unklarheiten geschieht es sogar, dass ein Inspektor anreist.

Es darf festgehalten werden, dass die in der Schweiz befindlichen Delphine in Übereinstimmung mit den internationalen und schweizerischen Vorschriften importiert wurden und dass sie tiergerecht gehalten werden. Es gibt also keinen Anlass, dort, wo schweizerische Behörden die Möglichkeit der Kontrolle besitzen, von Missständen zu reden. Sollten Sie je auf etwas Derartiges stossen – bitte, sagen Sie es uns.

Question 53:

Clivaz. Europäische Transportminister-Konferenz

Conférence européenne des ministres des transports (CEMT)

Les articles de presse publiés à la suite de la récente Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) ont fait état, notamment, de la création d'un «Masterplan» visant à rationaliser le système des transports à l'échelon du continent.

Le Conseil fédéral peut-il

- *fournir des précisions sur le contenu de ce plan,*
- *dire qu'elles en seront les répercussions pour notre pays, en particulier dans le domaine ferroviaire,*
- *assurer que ce plan est compatible avec le projet de politique coordonnée des transports?*

Bundesrat Schlumpf: Beim erwähnten Masterplan handelt es sich um ein Programm, das auf die Initiative des italienischen Verkehrsministers Signorile zurückgeht. Es liegt erst im Entwurf vor und hat zum Ziel, Grundlage zu werden für eine gemeinsame europäische Verkehrspolitik. Es geht um Verkehrsinfrastrukturen, um einen Richtplan für den Ausbau europäischer Haupttransversalen – Schiene – Strasse – Luft –, um die Erleichterung von Grenzabfertigungen im Transit, ferner um eine Aufgabenteilung zwischen verschiedenen Verkehrsmitteln, den sogenannten «model split», und um die Erhöhung der Verkehrssicherheit.

Die CEMT, die Konferenz der europäischen Verkehrsminister, beschäftigte sich eben jetzt wieder mit ähnlichen oder gleichen Absichten an ihrer Konferenz in Rom. Sie ist bestrebt, ein koordiniertes Vorgehen mit den Europäischen Gemeinschaften, in deren Rahmen Herr Signorile diesen Masterplan vorgelegt hat, zustande zu bringen. Für die Schweiz sind davon weder Nachteile zu befürchten noch ist daraus irgend etwas abzuleiten, was mit unserer KVP (koordinierten Verkehrspolitik) im Widerspruch stehen könnte.

Question 54:

Soldini. Radio de la Suisse romande und General Guisan La Radio romande et le général Guisan

Le Conseil fédéral n'ayant pas été en mesure de répondre à ma question complémentaire du 10 juin dernier, j'en reprends l'essentiel. En mars dernier, dans une émission intitulée «La Tartine», l'humoriste vaudois Lova Golovtchiner a tenu les propos suivants sur l'attitude du général Guisan, au cours du service actif 1939–1945.

«Merci, merci, Monsieur Hitler, de nous avoir oubliés. C'est mieux comme ça. Et dire, Monsieur Hitler, que si notre général vous avait flanqué une tripotée, il en aurait peut-être profité pour installer en Suisse en régime politique qui aurait ressemblé au vôtre. Monsieur Hitler, ça valait décidément pas la peine de venir jusque chez nous.»

Le Conseil fédéral estime-t-il que les propos tenus par M. Golovtchiner traduisent bien le comportement du chef de notre armée au cours de la Seconde Guerre mondiale? Ou ne pense-t-il pas, comme moi, qu'en l'occurrence les principes énoncés dans l'article 13 de la concession octroyée à la SSR ont été bafoués de manière scandaleuse?

Bundesrat Schlumpf: Seit dem 1. Februar 1984 ist bekanntlich nicht mehr der Bundesrat oder unser Departement zuständig für die Beurteilung von Beschwerden gegen ausgestrahlte Sendungen der SRG oder auch der Lokalradios, sondern die unabhängige Beschwerdeinstanz unter dem Präsidium von Herrn Reck.

In Artikel 7 des von Ihnen erlassenen Bundesbeschlusses über diese Beschwerdeinstanz wird gesagt, dass die Tätigkeit dieser Kommission an keine Weisungen von Bundesversammlung, Bundesrat oder Verwaltung gebunden sei. Angesichts dieser Rechtslage gibt der Bundesrat keine Stellung-

nahmen zu Programminhalten, also zu ausgestrahlten Sendungen ab.

M. Soldini: Je remercie M. le conseiller fédéral de sa très brève réponse. Je lui pose encore une question: n'est-ce pas le Conseil fédéral qui a accordé une concession à la SSR définissant en son article 13 certains principes pour les émissions réalisées par cet organisme? Or, manifestement, en l'occurrence, l'émission «La Tartine» n'a pas à mon avis respecté les principes contenus dans l'article 13 de la concession. En ce cas, le Conseil fédéral ne doit-il pas intervenir pour faire respecter les règles qu'il a lui-même élaborées?

Bundesrat Schlumpf: Das ist genauso, wie es Herr Soldini sagt: Der Bundesrat hat seinerzeit eine Konzession an die SRG erteilt; dort ist in Artikel 13 gesagt, welche Richtlinien die SRG hinsichtlich der Programmgestaltung zu befolgen hat. Wenn die Richtlinien für die Programmgestaltung nach Artikel 13 und nach Artikel 11 der Konzession verletzt werden – oder vermeintlich verletzt wurden –, dann ist eine Beschwerde an diese unabhängige Beschwerdeinstanz einzureichen. Sie, und nicht mehr der Bundesrat und auch nicht das Departement, hat dann – gestützt auf den Bundesbeschluss vom 1. Februar 1984 – zu urteilen.

85.021

Geschäftsbericht des Bundesrates für 1984 Rapport de gestion du Conseil fédéral 1984

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1017 hiavor – Voir page 1017 ci-devant

Finanzdepartement – Département des finances

Herr **Dirren** unterbreitet im Namen der Geschäftsprüfungskommission den folgenden schriftlichen Bericht über die Inspektion zur Verlegung der EMPFA nach Avenches. (Une traduction peut être obtenue au Service documentation de l'Assemblée fédérale, 3003 Berne.)

1. Anlass und Vorgehen

Der Bundesrat erstattete der Geschäftsprüfungskommission im März 1984 einen Bericht über die Aufgabenüberprüfung in der Bundesverwaltung. Die Kommission beauftragte die erweiterte Sektion Finanzdepartement, welche sich mit Fragen der Stellenplafonierung befasst, mit der Überprüfung der zugestellten Unterlagen. Die Sektion beabsichtigt ihre Arbeit im Laufe des Jahres 1985 abzuschliessen.

In seinem Bericht wies der Bundesrat auf drei Vorschläge hin, welche einen eigentlichen Abbau von Bundesleistungen bringen würden. Er verzichtete darauf, von sich aus einen Leistungsabbau zu beantragen, lud jedoch die Geschäftsprüfungskommission zu einer Stellungnahme ein. Zu diesen Themen gehörte, neben dem Abbau von Aufsichts- und Kontrollaufgaben im Verkehrs- und Energiebereich und der Aufhebung von Zollvergünstigungen für besondere Verwendungen (Reverswaren) auch die Aufhebung des eidgenössischen Gestüts in Avenches.

Die Sektion nahm dies zum Anlass, die Eidgenössische Militärpferdeanstalt und das eidgenössische Gestüt auf ihr gegenseitiges Verhältnis hin zu überprüfen. Sie beschaffte sich eine Reihe schriftlicher Unterlagen, besichtigte die beiden Anstalten und zog daraus ihre Schlussfolgerungen. Sie beschloss, diesen Themenkreis vorweg der gesamten Kommission zuhanden des Bundesrates zu unterbreiten, damit

dieser bis zum Abschluss der übrigen Arbeiten bereits dazu Stellung nehmen könne. Die Kommission verabschiedete den Bericht am 21. Januar 1985.

Im vorliegenden Bericht sind zwei Grundfragen ausgeklammert, weil sie den Rahmen der vorliegenden Untersuchung sprengen würden: zum einen wird nicht untersucht, ob es im Rahmen der Landwirtschaftspolitik des Bundes sinnvoll und notwendig ist, dass der Bund die Pferdezucht in der Schweiz fördert und selber Pferdezucht betreibt. Die Aufgabe als solche wird somit von der Geschäftsprüfungskommission nicht in Frage gestellt. Zum anderen wird auch darauf verzichtet, die militärische Notwendigkeit des Trains zu überprüfen. Die nachfolgenden Ausführungen sind somit unter dem Vorbehalt zu verstehen, dass diese beiden Grundfragen nicht neu zu beantworten sind.

2. Die Entwicklung von EMPFA und Gestüt

2.1 Die EMPFA: Der Unterhalt von Remontendepots ist bereits im Bundesgesetz über die Militärorganisation von 1874 vorgesehen. Die jungen Pferde wurden auf mehreren Waffenplätzen durch Bereiter zugeritten und hierauf in den Rekrutenschulen den angehenden Kavalleristen verkauft. Pferde und Bereiter zogen dabei von einem Waffenplatz auf den anderen. 1890 wurde ein zentrales Remontendepot in Bern eröffnet. Dieses erhielt zunächst in Hofwil, dann im Sand bei Schönbühl eine Filiale, welche als Akklimatisationsstation für die aus dem Ausland eingeführten jungen Pferde diente. Dort wurden diese an die Heimat und die neuen Verhältnisse gewöhnt und die Krankheiten behandelt, welche durch den Wechsel des Aufenthaltes und das Zusammenbringen junger Tiere aufzutreten pflegten. Daneben wurde auf dem Areal in Bern die Kavalleriepferdekuranstalt erbaut. Diese wurde 1935 auf den heutigen Stand erweitert.

Das zentrale Remontendepot selber erhielt bis im Jahre 1924 17 Ställe. Für die Schmiede und Wagnerei sowie die Unterkunft von Personal wurde ein Werkstättegebäude errichtet, ferner für die Unterbringung der Dressur- und Luxuswagen eine grosse Wagenremise. 1940 wurde die dritte, modern ausgebaute Reitbahn erstellt. Ferner verfügte das Depot über zwei Springgärten.

Das Personal der EMPFA wuchs von etwa 30 Funktionären bis im Jahre 1950 auf einen Bestand von rund 500 Mann, die rund 1100 Pferde zu betreuen hatten.

Mit dem Entscheid vom Dezember 1972, die Kavallerieregimenter aufzulösen, musste die EMPFA den neuen Verhältnissen angepasst werden. Aus einer Analyse der verbleibenden Aufgaben im Dienste der Train- und Veterinärtruppen sowie unter Berücksichtigung der ideellen Werte der bald hundertjährigen Tradition, ergaben sich die heutigen Aufgaben der Anstalt, die mit einem Personal von 78 Mitarbeitern erfüllt werden. Die EMPFA beherbergt heute durchschnittlich 150 Pferde. Ihre Hauptaufgaben sind die Beschaffung und der Verkauf von Pferden und Maultieren für die Traintruppe, die Ausbildung von Reitpferden und ihre Aufgabe an Schulen, Kurse und Offiziere sowie die Lieferung von Trainpferden an die Rekrutenschulen, schliesslich die Führung der Pferdekuranstalt.

Die Redimensionierung der EMPFA gestattete auch eine Reduktion des Areals um 11 Stallungen und eine Reitbahn. Auf diesem Geländeteil wurde das Verwaltungszentrum EMD erbaut.

2.2 Das eidgenössische Gestüt: In den sechziger Jahren des 19. Jahrhunderts begann der Bund mit eigenen Mitteln die Reitpferdezucht zu fördern. Er errichtete zunächst einen Fohlenhof und später ein Remontendepot in Thun. 1890 begann der Bund dort eigene Hengste zu halten und während der Decksaison auf drei Hengststationen zur Verfügung zu stellen.

Um die Jahrhundertwende wurde das Hengstendepot nach Avenches verlegt. 1927 wurde es durch die Aufnahme von zehn Zuchtstuten zum eidgenössischen Hengsten-, Fohlen- und Stutendepot erweitert und erfüllt seither die Aufgaben eines eidgenössischen Gestüts.

Fragestunde

Heure de questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1985
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.06.1985 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1039-1046
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 454

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.